Les grandes formations politiques «récusent la durée de la transition de 39 mois»

écrit par GuineePolitique© | 11 mai 2022

Politique

Réunis ce mercredi 11 mai 2022 en vue d'examiner la situation sociopolitique du pays, les partis politiques du G58 élargis au RPG arc-en-ciel, ont rendu publique une déclaration dans laquelle, ils rejettent la décision unilatérale du président de la transition qui, dans une adresse à la nation le 30 avril dernier annonçait la durée de la transition de 39 mois.

Dans cette déclaration, les partis politiques « rappellent que la Charte de la transition dispose en son article 77 que la durée de la transition est déterminée de commun accord entre le CNRD et les forces vives du pays. Le CNT n'est nullement mentionné comme organe de validation de cet accord. »

Lire la déclaration

DECLARATION

G58, RPG-ARC-CIEL et Alliés

Les partis politiques du G58, RPG-ARC-CIEL et Alliés se sont réunis ce 11 mai 2022 en vue d'examiner la situation socio-politique du pays notamment l'adresse à la nation du 30 avril 2022 du Président de la Transition qui fixe la durée de la transition et prévoit son entérinement par le CNT.

Le G58, RPG-ARC-CIEL et Alliés rappellent que la Charte de la transition dispose en son article 77 que la durée de la transition est déterminée de COMMUN ACCORD entre le CNRD et les forces vives du pays. Le CNT n'est nullement mentionné comme organe de validation de cet accord.

C'est pourquoi le G58, RPG-ARC-CIEL et Alliés rejettent énergiquement cette décision unilatérale du Président de la Transition et par voie de conséquence récusent la durée de la transition de 39 mois qu'elle porte.

En outre, le G58, RPG-ARC-CIEL et Alliés ne reconnaissent aucun pouvoir au CNT que ne lui donne la Charte. Ils ne lui concèdent donc aucun droit de s'immiscer dans le processus de détermination de la durée de la transition et l'avertissent du danger de forfaiture.

Au regard de ce qui précède, le G58, RPG-ARC-CIEL et Alliés renouvellent leur appel pour la mise en place, sans délai, d'un réel cadre de dialogue entre le CNRD et les forces vives (partis politiques et société civile), ouvert aux Partenaires techniques et financiers et sous la médiation de la CEDEAO. Seul ce cadre est conforme à l'esprit de la Chartre pour décider, sur une base consensuelle, des conditions propices au retour à l'ordre constitutionnel.

PGRP

MoDeL

UGDS

RDI

Le G58, RPG-ARC-CIEL et Alliés, par les partis qui les composent, représentent plus de 95% des suffrages des guinéens, toutes élections passées confondues. Forts de cette légitimité, ils demandent au CNRD de regagner la confiance des guinéens en respectant leurs droits et en veillant qu'une justice équitable leur soit rendue, conformément à sa profession de foi lors de sa prise de pouvoir.

En conséquence, le G58, RPG-ARC-CIEL et Alliés s'opposent à toute décision contraire à la Charte et visant à confisquer le pouvoir en dehors des urnes. Ils prennent à témoin le peuple de Guinée et la communauté internationale du danger sur la paix sociale d'une gouvernance unilatérale et autoritaire dans une période de transition qui a besoin de consensus.

Le G58, RPG-ARC-CIEL et Alliés qui regroupent tous les Partis signataires de la présente déclaration, réaffirmant avec force leur position concernant le respect de l'article 77 de la Charte de la transition et le choix du médiateur de la CEDEAO, appellent ses militants et militantes ainsi que tous les guinéens épris de paix et de justice de rester mobilisés pour défendre les acquis démocratiques, comme le droit de choisir librement ses dirigeants, chèrement obtenus par notre vaillant peuple

Conakry, le 11 mai 2022

Le G58, RPG-ARC-CIEL et Alliés ;

Vive la République !

NVC

PCRD

RDI

PPD

UPR

NFD

«Persuadés de notre innocence» [lettre de trois responsables de l'UFDG détenus politiques]

écrit par GuineePolitique© | 11 mai 2022

Politique

Dans une lettre publiée par le site guineematin, trois responsables du parti d'opposition UFDG, arrêtés après la présidentielle et inculpés pour « trouble à l'État par la dévastation et le pillage atteinte aux institutions de la République, participation à un mouvement insurrectionnel, menace de violences ou mort par le biais d'un système informatique, diffusion et la mise à disposition d'autrui de données de nature à troubler l'ordre public » demandent à tous les acteurs politiques « d'amorcer le processus d'apaisement par le dialogue et la concertation dans le souci de renforcer l'unité nationale et la cohésion sociale. »

L’intégralité de la lettre

Chers compatriotes,

Comme vous le savez, nous sommes incarcérés à la Maison Centrale de Conakry depuis plusieurs mois.

Prisonniers politiques pour les uns, prisonniers d’opinion ou otages politiques pour les autres, prisonniers tout court pour certains. Une chose est incontestable, nous sommes avant tout des Guinéens dont l’engagement et la lutte politique n’ont jamais été dirigés contre un individu ou un quelconque groupe de Guinéens.

Nous avons toujours mené notre combat avec le strict objectif de servir la démocratie, le respect de l’État de droit et la recherche du bonheur de nos concitoyens.

Il est important de rappeler que nous avons exclu, dès les premières heures de notre engagement politique, la conquête du pouvoir par la violence en choisissant, la voie des urnes qui demeure encore notre unique option. Ce choix démocratique est motivé par le fait que chacun d’entre nous considère que la violence ne peut être la solution et lorsqu’elle survient, nous l’avons toujours condamnée sans aucune ambiguïté. D’autant plus qu’au cours de ces dernières décennies, ce sont nos compatriotes qui ont payé le lourd tribu, du fait des violences politiques et sociales qui affectent directement de nombreuses familles et la cohésion sociale.

Pourtant, on nous accuse d’atteintes aux institutions, de pillages et même de participation à des mouvements insurrectionnels, etc. Quel fut notre stupeur à s’entendre dire être mêlés à de tels actes. Persuadés de notre innocence, nous nous sommes tous rendus volontairement devant les instances judiciaires espérant qu’elle agira avec impartialité et objectivité. De fait, nous n’avons opposé ni résistance, ni

violence aux forces de défense et de sécurité, qui sont venues interpeler l'un de nous à son domicile.

Il est clair que notre probité, mais aussi les responsabilités que nous avons assumées à divers niveaux, nous empêchent tout comportement ou attitude incivique.

On comprendra aisément qu'il est impossible de remettre en cause notre engagement politique ; l'idéal qui les fonde et les nourrit. C'est pourquoi, nous rejetons toutes les accusations de violence quelles qu'elles soient et qui seraient susceptibles de mettre en danger la paix sociale, de menacer la sécurité de nos compatriotes et de nos institutions. Cela ne nous ressemble point.

S'il est établi que le procès d'hommes politiques permet de juger un État sur le plan de la démocratie et du respect des libertés fondamentales, nous souhaiterions que ce défi soit relevé par l'institution judiciaire. Que peu d'entre nous puissent croire et miser sur le succès de cette volonté n'enlève aucunement notre foi en la justice. Il revient aux autorités de notre pays et, si nécessaire, avec l'appui des pays amis, d'en être le garant ; de veiller à l'équité et l'impartialité de l'institution judiciaire ; mais aussi à la neutralité de l'Exécutif.

Bien évidemment, c'est aux magistrats de mesurer l'importance et la portée des actes qu'ils sont appelés à engager dans le cadre de « l'affaire » nous concernant. Qui pourrait douter que son déroulement et l'issue qui en sortira constitueront un jalon essentiel dans la volonté de décrispation du climat politique récemment exprimée par tous les acteurs politiques, les ONG de défense des Droits humains, les pays partenaires de la Guinée et d'une certaine manière les autorités guinéennes. Dès lors, un consensus s'est dégagé pour considérer que ce serait là, un des premiers gages d'ouverture d'un dialogue constructif, consensuel et inclusif.

Pour nous, il est fondamental d'œuvrer dans ce sens afin d'amorcer le processus d'apaisement par le dialogue et la concertation dans le souci de renforcer l'unité nationale et la cohésion sociale. Nous espérons pouvoir apporter notre contribution en continuant de jouer encore notre rôle sur la scène politique au service de notre pays. Nous sommes persuadés que cela est possible si chacun veillait au respect des règles d'impartialité de nos institutions et des représentants qui exercent au nom du peuple.

Nous estimons que le moment est probablement venu ; qu'une situation opportune est là et qu'il faut la saisir. Nous pensons qu'il est temps que chaque Guinéen prenne résolument l'engagement de promouvoir l'exercice d'une démocratie apaisée, l'unité et la réconciliation de tous les fils et filles de notre Guinée.

- **Ibrahima Chérif BAH** *Vice-président, membre du Conseil politique.*
- **Ousmane Gaoual DIALLO** *Directeur de la Communication, Membre du Conseil politique, ancien Député.*
- **Mamadou Cellou BALDÉ** *Coordinateur des fédérations de l'intérieur, Membre du Bureau Exécutif, ancien Député.*

Présidentielle en Guinée: l'alternance, l'unique option [Par Alpha Boubacar Baldé]

écrit par GuineePolitique© | 11 mai 2022

Point de vue

Le 18 octobre prochain, le peuple martyr de Guinée se rendra dans les urnes pour choisir le futur Président de la République. Dans cette joute électorale, douze candidats ont été retenus par ce qui nous sert de « COUR CONSTITUTIONNELLE ». Cette cour, en violation de tous les principes juridiques, a validé une constitution falsifiée qui aurait été adoptée lors du « *REFERENDRAME* » du 22 mars 2020.

La logique et le respect de la lutte menée au sein du FNDC, auraient voulu que les partis membres de ce front ne participent pas à l'élection. Par principe et par respect vis à vis des martyrs de cette lutte, beaucoup n'adhèrent pas à la participation de certains partis membres du FNDC. J'ai moi aussi émis des réserves sur la participation à cette élection dans un premier temps, avant de me raviser pour en comprendre plus ou moins les motivations.

Le boycott des législatives et du « REFERENDRAME » n'a pas empêché le pouvoir despotique du PRAC, de mettre en place un « PARLE-MENT » et des « DÉPITÉS » élus avec moins de 1000 voix. Selon des éléments de langage sortis des laboratoires de communication du RPG, véhiculés çà et là par des « COMIS-NIQUANT », en participant à l'élection présidentielle, les partis d'opposition reconnaissent implicitement le « PARLE-

MENT » et la « Pseudo constitution ». Conscients du caractère illégitime du double scrutin de mars 2020, ils cherchent par tous les moyens à lui donner un semblant de légitimité. Les stratèges du RPG sont en réalité déboussolés par la participation de l'UFDG. Cette participation ne faisait pas partie des scénarii envisagés.

Dans le paysage politique Guinéen actuel et parmi les participants à l'élection du 18 octobre, l'UFDG est le seul qui soit en mesure de battre le RPG à plate couture. Depuis 10 ans, c'est le seul parti qui a refusé de se compromettre avec le RPG.

En réalité, toutes les luttes pouvant mener à l'alternance sont à mettre en œuvre pour déloger cette *inaptocratie*.

Oui, l'Espoir est permis

L'espoir est certes mince mais il existe tout de même. Nous n'avons pas le droit de nous résigner. « La résignation est un suicide quotidien » disait BALZAC. Charly Teddy lui disait ceci : « La folie du pouvoir se nourrit de la résignation de ceux qui en subissent les affres ».

Il est vrai que :

- Le scrutin du 18 octobre se déroule dans des conditions particulièrement défavorables aux opposants à ce régime de sociopathes ;
- Toutes les institutions sont inféodées à cette administration de roublards;
- Le fichier électoral est taillé sur mesure ;
- Le candidat du RPG est le président en exercice qui utilise les moyens de l'Etat pour se pérenniser au pouvoir ;
- Ce qui nous sert de FDS et Armée est à la solde d'un homme et non au service du peuple ;
- La probabilité est forte que le vote des citoyens ne

soit pas correctement retranscrit par une CENI partisane ;
- Les opposants (partis politiques, FNDC et société civile) ont des stratégies différentes pour arriver à l'alternance.

L'espoir est certes mince mais il existe tout de même. Nous n'avons pas le droit de nous résigner.

Une chose est actuellement perceptible en Guinée, le ras le bol de la population vis à vis de cette administration immorale et décadente. Il y a comme une brise marine de changement qui souffle sur toute l'étendue du territoire national. Elle souffle si fort qu'elle part de la cote atlantique pour rentre dans les terres pour atteindre les bastions jusque-là jugés imprenables du RPG.

La déception des populations face au calvaire qu'elles vivent a fini par transcender les considérations tribales. Ces considérations qui jusqu'aujourd'hui, les rattachaient à un parti qui, en 10 ans de gouvernance n'a pas été en mesure d'améliorer leur condition de vie. La population est déçue du Président qui, lorsqu'il était opposant a promis monts et merveilles et qui à l'exercice du pouvoir s'est révélé être de la plus grande incompétence. Il s'est en réalité révélé être la plus grande imposture politique de notre pays. D'opposant qui prêchait la démocratie et l'alternance, une fois au pouvoir il se veut Président à vie. Quelle roublardise !

Le peuple de Guinée doit cesser d'être passif pour se libérer de l'imposture.

Pour une convergence des luttes pour l’alternance

Dans cette configuration politique, tous les mouvements d’opposition ont le même objectif : L’ALTERNANCE. Il est vrai que les stratégies retenues sont différentes, participation pour certains, boycott pour d’autres.

Il est de la responsabilité des leaders de ces différents mouvements de sensibiliser leurs militants respectifs sur l’objectif commun qui est « L’ALTERNANCE ». Il ne sert à rien de s’invectiver mutuellement sur les stratégies retenues par les uns et les autres, cela rend service à la mouvance présidentielle et au RPG. Les forces doivent être mise en commun pour dénoncer le 3ème mandat et les résultats médiocres du PRAC.

Aux partis politiques dans les starting-blocks pour l’élection du 18 octobre, le peuple de Guinée accueille favorablement la coalition pour l’alternance mise en place cette semaine. Ne décevez pas l’espoir du peuple d’arriver à l’alternance au soir du 18 octobre 2020. Vous devez restaurer la morale et l’éthique dans le paysage politique Guinéen. Montrez-nous qu’il y a encore des gens honorables parmi les hommes politiques Guinéens qui méritent d’être suivis. Vous devez mobiliser au-delà de vos électorats traditionnels. Il est vrai que certains partis qui ne participent pas à l’élection disent qu’ils ne donneront pas de consigne de vote, cela est tout à fait logique avec leur posture et c’est leur plein droit.

Il est de la responsabilité des leaders de ces différents mouvements de sensibiliser leurs militants respectifs sur l’objectif commun qui est « L’ALTERNANCE ».

Cependant, vous devez respecter, les décisions des états-majors des partis politiques qui ont choisi le boycott. Néanmoins, ils ne vous interdisent pas de séduire leur électorat lors de votre campagne par des discours inspirants, apaisants, rassembleurs et optimistes. À vous de séduire au-delà de vos militants, à vous de faire voter pour l'alternance.

Le peuple est prêt pour le changement, il cherche le Leader qui l'incarne. Celui qui portera la lutte et mènera à cette alternance qui est vitale à la survie de notre Nation.

Alpha Bakar Le Kaizer
Un citoyen concerné

Du même contributeur

Un «printemps ouest Africain»? après Bamako, Conakry et Abidjan sur le qui-vive [Par Alpha Boubacar Baldé]

Guinée: quel avenir en ce temps de crise? [Par Alpha Boubacar BALDE]

Élection du 18 octobre: les mises en garde de Tierno Monénembo à Cellou Dalein

écrit par GuineePolitique© | 11 mai 2022

Politique

Faut-il oui ou non aller à l'élection présidentielle du 18 octobre prochain ? En d'autres mots, pourquoi poser une question qui ne se pose pas ?

À juste titre, le FNDC dans toutes ses composantes a contesté la tenue et des législatives et du référendum bidon que le pouvoir a organisé pour berner le peuple et s'installer à vie. De facto, elle ne reconnaît pas la Constitution qui en est sortie, un chiffon de papier honteusement falsifié, qui plus est.

Je vous le demande, bonnes gens, comment peut-on participer à une élection dont on conteste la base juridique ? Il est

superflu de poser cette question et absolument inconséquent d'y répondre. En ce sens, la réunion que projette l'UFDG pour décider de son attitude lors du prochain scrutin frise l'inconscience.

Comment peut-on participer à une élection dont on conteste la base juridique ?

Elle n'a pas lieu d'être !

Il va de soi qu'une éventuelle candidature de Cellou Dalein Diallo serait un très mauvais signal pour l'avenir de la démocratie en Guinée. Elle menacerait la cohésion de l'opposition (et peut-être même sa survie) et jetterait, un désarroi sans précédent dans les rangs de ses militants et sympathisants. On voit d'ici le champ de ruines que deviendrait le camp démocratique si jamais ce choix absurde était entériné : le FNDC tomberait en quenouille, les partis politiques dans la zizanie et la société civile ma foi, dans le trou profond de la léthargie où elle a si longtemps végété. Oui, ce serait du pain béni pour Alpha Condé !

Sa Constitution serait ainsi adoubée et sa candidature parfaitement légitimée. L'UFDG n'aurait plus aucune raison (mais alors aucune) pour contester son pouvoir tyrannique, et sa légalité douteuse. Elle ne serait plus la grande UFDG qu'on a connue, le porte-flambeau de toutes les luttes héroïques menées dans ce pays, ces dix dernières années. Elle ne serait plus qu'une carpette sur laquelle le *fama* Alpha Condé viendrait s'essuyer les pieds. Ce ne seraient pas des verges pour se faire fouetter que sa direction offrirait au pouvoir mais des bombes pour se faire anéantir.

Comment, mon dieu, appeler ce soldat qui à l'approche de la

> ***victoire, retourne son arme contre lui pour se faire exploser la cervelle. Un gamin, un suicidaire, un psychopathe ? Peut-être tous ces trois qualificatifs en même temps.***

Mais bon, sortons de notre colère, de notre ressentiment. Après tout, ces messieurs de l'UFDG sont des hommes politiques, c'est-à-dire de bons calculateurs, des gens qui savent discerner. Des esprits lucides qui distinguent du premier coup, la cendre de la farine, le miel du ricin, le sûr et certain de l'à-peu-près. Alors, posons la question cynique qui s'impose : qu'auraient-ils à gagner dans cette aventure ? L'argent, le pouvoir, la renommée ? Rien de tout cela :

> ***Avec Alpha Condé, l'élection est gagnée avant même le scrutin, ils le savent mieux que moi. Ils y auraient tout à perdre et pas seulement leur âme ; ils n'y laisseraient pas que des plumes, ils y laisseraient aussi l'ergot et la tête, le gésier et l'intestin. Ils y laisseraient tout, surtout l'honneur et la crédibilité.***

Pour atténuer la grosse déprime qui me gagne, je me dis que rien n'est joué pour l'instant, qu'à la dernière minute, une bonne âme ferait le geste qui sauve, quelqu'un de lucide, quelqu'un de raisonnable, ferait ce qu'il faut pour empêcher l'UFDG de plonger dans le vide.

En tout cas, pour ma part, c'est clair : je me démarquerai aussitôt de toute force politique qui aurait la sottise d'aller à cette mascarade électorale digne de Sékou Touré et de Bokassa, de Mobutu et d'Amin Dada.

Tierno Monénembo

Cet article est republié à partir de lelynx.net.

SCAN vidéo : Paroles d’acteurs politiques [Dalein, Sidya, Bah Oury]

écrit par GuineePolitique© | 11 mai 2022

“Les paroles s’envolent, les écrits restent” **[Pas vraiment]**

Archiver la parole publique, Guinée Politique suit les acteurs politiques guinéens.

Cellou Dalein Diallo, président de l’UFDG, entretien à Dakar avec Senflash7, novembre 2019. *Source vidéo* : Seneflash7

Cellou Dalein Diallo

Sidya Touré, président de l’UFR, plénière du FNDC le 18 novembre 2019. *Source vidéo* : Fodé Baldé

Sidya Touré

Bah Oury président de l’UDD, invité de TFM (Télévision sénégalaise) en novembre 2019. Source vidéo : *ici*

Bah Oury

Une revue hebdomadaire de **Sékou Chérif Diallo**

SCAN : « [ ] nous avons été gouvernés par des médiocres [ ]» Tierno Monénembo

écrit par GuineePolitique© | 11 mai 2022

Cellou Dalein Diallo, président de l’UFDG (parti

d’opposition)

«Dans un contexte marqué dans une volonté affirmée de toutes les parties d’aller à la décrispation, d’aller vers le respect des lois, d’aller vers le respect des droits des citoyens, c’est à ce moment que des extrémistes du pouvoir décident de venir procéder à l’arrestation de citoyens libres simplement parce qu’ils ont voulu adhérer à l’UFDG ou qu’ils ont adhéré à l’UFDG »

« Vous voyez que notre combat est loin d’atteindre ses objectifs parce que tant que ces pratiques subsistent dans notre pays on ne peut pas s’entendre. Tant qu’il n’y a pas de justice, tant qu’il n’y a pas le respect des droits des citoyens, de leurs libertés fondamentales on ne peut pas parler de paix. Et l’UFDG ne se laissera pas faire. » ©Guinéenews

---

Aboubacar Sylla, président de l’UFC et porte parole de l’opposition

« A partir du moment où on a des partenaires avec lesquels on estime qu'on n'a plus les mêmes objectifs, le minimum, c'est de se séparer. »

« L'opposition républicaine va se séparer d'eux. En tout cas, je crois qu'il y a ce besoin de clarification. » ©Vision Guinée

---

Tierno Monénembo, romancier guinéen, prix Renaudot 2008

« Au cours de ces cinquante années d'enfer, nous avons été gouvernés par des médiocres. L'actuel président est peut-être le pire de tous. C'est un homme qui divise les Guinéens à l'excès. » « Et puisque les hommes politiques africains n'ont aucune pitié pour la population, j'ai décidé que je n'aurai aucune pitié pour eux. » ©RFI

Mohamed Lamine Doumbouya, Ministre du budget

Sur la dette intérieure du pays « Le dernier rapport qui est sorti évalue la dette à près de deux mille milliards GNF. C'est une dette qui ne date pas d'aujourd'hui. Elle remonte depuis les années ''86-87''. La particularité de ces dettes est qu'il y a beaucoup d'entre elles qui ne sont pas sincères.

Beaucoup disent que l'Etat leur doit sur la base des réalisations, mais on ne voit pas ces réalisations. Et comme on n'avait pas d'archives en ce moment, c'est difficile. Mais avec l'AFD (Agence Française de Développement, Ndlr) il y a un audit qui a été fait sur la proportion de cette dette. On est en train de voir comment on peut libérer cette dette. » ©Africaguinee

---

Un scan réalisé par Sékou Chérif Diallo

SCAN : « [ ] L'Afrique doit cesser de se plaindre [ ] » Lansana Kouyaté

écrit par GuineePolitique© | 11 mai 2022

Alpha Condé, président de la Guinée

« Tout le monde parle de punir, mais dès qu'il s'agit de quelqu'un qui est proche, on fait se lève, on mobilise ses parents, son ethnie. Or, si l'on veut qu'il n'y ait pas d'impunité, il faut accepter que même votre propre frère soit

puni lorsqu'il a commis des fautes. » ©Vision Guinee

Aliou Condé, secrétaire général de l'UFDG (parti d'opposition)

« Il n'y a pas de zones réservées à un parti. Chacun est libre de se présenter sur n'importe quelle portion du territoire national. » ©Vision Guinee

Lansana Kouyaté, président du PEDN (parti d'opposition)

« Pourquoi nous Africains devons-nous considérer comme un pauvre continent dont les autres doivent être au chevet à tout instant. L'Afrique doit cesser de se plaindre. Elle ne doit espérer aucune commisération des autres. Faisons notre devoir domestique, les investisseurs viendront. Je rappelle qu'il y a déjà trop de sommet sur l'Afrique où des montants faramineux sont annoncés sans aucune chance d'être libérés même à 30%. » ©Africaguinee

Fodé Oussou Fofana, vice-président de l'UFDG (parti d'opposition)

« Depuis que Monsieur Alpha Condé est arrivé au pouvoir on a entendu combien de discours de ce genre ? Je pense qu'à un moment il va falloir qu'il reconnaisse lui-même sa mauvaise gouvernance. Il parle de corruption, de l'impunité, il dénonce même la gestion de son Gouvernement, mais il oublie que c'est lui qui est aux commandes. » ©Africaguinee

Fatou Baldé Yansané, 1ère vice-présidente chargée des questions politiques du Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne (CNOSCG)

« Nous avons fait une déclaration dénonçant cette disposition des accords et, nous avons cherché à communiquer avec nos démembrements pour recueillir leurs avis sur les 8 conseils régionaux, nous avons reçu l'aval de 7 pour signer l'accord sous réserve d'amendement de la clause concernant la désignation des chefs de quartiers. Donc, nous ne sommes pas en train de cautionner une violation de la loi, ou une privation des citoyens de leurs droits, mais nous avons voulu accompagner la volonté des acteurs politiques d'aller à l'apaisement. Nous restons donc, dans cette position pour maintenant nous impliquer dans une dynamique de plaidoyer, de lobbying et, tout ce qui est légal et autorisé pour que cette disposition soit purement et simplement annulée et que les dirigeants à la base soient élus comme cela est prévu par la loi. » ©Guineeactu

Un scan réalisé par Sékou Chérif Diallo